

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES
(CCTP)**

Maître de l'ouvrage

ETAT – MINISTERE EN CHARGE DES TRANSPORTS

Direction Interdépartementale des Routes Ouest

Objet du marché

Gestion des déchets de la DIR Ouest

SOMMAIRE

I. Objet du présent CCTP	3
II. Description des prestations à réaliser	3
III. Conditions générales d'exécution	4
III.1. Obligation du titulaire	4
III.2. Hygiène et sécurité du personnel	5
IV. Prestations préalables	5
IV.1. Protocole d'intervention pour les déchets amiantés	5
IV.2. Visite préalable des sites de stockage et définition du besoin	6
IV.3. Formation des agents de la DIR Ouest Gestion de la co-activité	6
IV.4. Gestion de la co-activité	6
V. Réalisation des prestations	7
V.1. Signalisation de chantier	7
V.2. Propreté des voies publiques et des abords	7
VI. Les déchets amiantés	8
VI.1. Les matériaux amiantés	8
VI.2. Les équipements de protections individuelles	8
VI.3. Transport et traitement des déchets amiantés	9

I. Objet du présent CCTP

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières concernent la gestion des déchets (identification, enlèvement, transport jusqu'à une filière adaptée, traitement ou valorisation, suivi et traçabilité) issus de manifestations, camps, décharges sauvages et de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier de la DIR Ouest.

II. Description des prestations à réaliser

Les prestations à réaliser sont :

Pour les déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages

- l'écriture et la validation des protocoles d'intervention ;
- l'identification et le choix des filières de traitement ou de valorisation ;
- une visite du site, **à la demande de l'acheteur ou son représentant**, permettant d'évaluer la quantité, le type de déchets à trier et à évacuer ;
- l'enlèvement des déchets sur site et leur évacuation vers des filières de traitement ou de valorisation ;
- le traitement ou la valorisation des déchets ;
- le suivi et la traçabilité des déchets (Bordereau de Suivi des Déchets).

Pour les déchets issus de l'entretien et l'exploitation de la route

- une formation des agents de la DIR Ouest à la gestion des déchets ;
- l'identification et le choix des filières de traitement ou de valorisation ;
- l'enlèvement dans les Centres d'Entretien et d'Exploitation de la DIR Ouest des déchets déjà triés et leur évacuation vers des filières de traitement ou de valorisation ;
- le traitement ou la valorisation des déchets ;
- le suivi et la traçabilité des déchets (Bordereau de Suivi des Déchets).

Les déchets et matériaux recyclables concernés sont ceux récupérés sur le réseau routier national de la DIR Ouest.

Le périmètre des prestations confiées au titulaire est réparti comme suit :

- Lot 1 : DIR Ouest - Secteur du District de BREST
- Lot 2 : DIR Ouest - Secteur du District de SAINT-BRIEUC
- Lot 3 : DIR Ouest - Secteur du District de VANNES
- Lot 4 : DIR Ouest - Secteur du District de BREST
- Lot 5 : DIR Ouest - Secteur du District de SAINT-BRIEUC
- Lot 6 : DIR Ouest - Secteur du District de VANNES

III. Conditions générales d'exécution

III.1. Obligation du titulaire

Durant toute la durée du marché, le titulaire du présent marché est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage de son matériel.

Le titulaire nomme un responsable qualité ayant la capacité de prendre toutes les décisions concernant l'organisation, le fonctionnement et l'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de se prêter aux visites de contrôle de l'état de son matériel et de remplacer tout élément qui est défectueux ou inadapté pour la réalisation de sa mission.

Le titulaire doit envoyer les déchets collectés vers des filières de traitement autorisées et adaptées. Il doit également rechercher et proposer une filière de valorisation pour chaque type de déchet, soit par réemploi, par réutilisation, par recyclage, par valorisation énergétique, ...

Le titulaire a l'obligation de fournir les pièces justificatives des tonnages des déchets évacués (bon de pesée précisant notamment la date et l'heure) **sous huit jours**.

Le titulaire s'engage pendant toute la durée du marché à respecter les normes et réglementations en vigueur. Une attention toute particulière est portée sur le taux de valorisation des matériaux conformément aux objectifs fixés par la loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV).

Le titulaire doit fournir au District, pour chaque année d'exécution du marché (période ferme ou de reconduction) et selon la réglementation en vigueur, les caractéristiques des centres et décharges agréés, à savoir :

- les coordonnées des filières de traitement ;
- les capacités et la nature des produits pouvant être traités ;
- les fiches de conformité de chaque centre ;
- les numéros d'agrément.

Le titulaire doit dans le cadre du suivi des déchets accompagner le transport et le traitement des déchets par un Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) pour chaque catégorie de déchets dangereux. Le volet "producteur" du BSD doit obligatoirement être remis au CEI qui a passé le bon de commande **dans un délai de trente jours** par rapport à la date d'enlèvement. Dès que le traitement du déchet dangereux par la filière appropriée est réalisée, une copie du BSD est transmis par courrier ou par messagerie au District.

Le titulaire doit respecter la réglementation relative à la dématérialisation et à la traçabilité des déchets dangereux : lors de la mise en place du bordereau numérique de suivi des déchets, le titulaire utilisera la plate-forme en ligne Trackdéchets.

III.2. Hygiène et sécurité du personnel

Le titulaire est tenu de respecter en tout point la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

En particulier, les intervenants doivent :

- être équipés des protections individuelles (bottes ou chaussures de sécurité, gants, ...) ;
- être vêtus de vêtements réfléchissants et à haute visibilité pour les interventions sur routes.

L'ensemble des équipements de sécurité individuels et collectifs doit être conforme à la législation et régulièrement contrôlé conformément à celle-ci.

Le personnel intervenant sur le périmètre de la DIR Ouest, y compris intérimaire, doit avoir reçu une formation à la sécurité adaptée à ses interventions et doit posséder les habilitations et vaccinations nécessaires.

Le titulaire est responsable de son personnel et il est tenu de faire appliquer les prestations et les clauses du présent cahier des charges.

IV. Prestations préalables

IV.1. Protocole d'intervention pour les déchets amiantés (pour les lots n°1 à 3 : déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages)

Le titulaire a en charge, pendant la période de préparation, la rédaction d'un protocole d'intervention pour les déchets amiantés et les démarches administratives associées, afin d'obtenir les autorisations en amont des éventuelles interventions à venir auprès de la DIRECCTE (protocole à transmettre à l'inspection de travail, à la CRAM, à la médecine du travail, au coordonnateur SPS le cas échéant et à l'OPPBTP).

Ce protocole doit comporter les indications suivantes (liste non exhaustive) :

- la planification du chantier ;
- le type de matériaux ;
- le mode opératoire ;
- les conditions de transport ;
- l'identification des filières de traitement ou de valorisation ;
- les mesures prises pour limiter l'empoussièrement ;
- les équipements de travail ;
- les informations sur la formation du personnel ;
- la procédure de décontamination des engins.

Une actualisation de ce protocole sera faite annuellement.

IV.2. Visite préalable des sites de stockage et définition du besoin (pour les lots n°1 à 3 : déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages)

L'entreprise effectue, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant (prix n°2), une visite du lieu de stockage afin de déterminer contradictoirement avec le représentant de l'acheteur le volume et la nature des déchets. Cette visite est donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de la reconnaissance de terrain et le titulaire ne peut en aucun cas porter réclamation à l'encontre de la DIR Ouest à ce sujet. Elle donne lieu à la rédaction d'un bon de commande qui précise notamment la quantité et le type de déchets à évacuer et à traiter, le délai de préparation le cas échéant et le délai d'exécution pour réaliser la prestation.

Au préalable, il est nécessaire que le titulaire prenne contact avec le chef de centre d'entretien et d'intervention de la DIR Ouest concerné.

IV.3. Formation des agents de la DIR Ouest (pour les lots n°4 à 6 : déchets issus de l'exploitation de la route)

A la demande de l'Acheteur ou son représentant, le titulaire est tenu de réaliser dans chaque CEI et point service, une formation (de 3 heures) à destination des agents de la DIR Ouest pour expliciter :

- la caractérisation des déchets (typologie, volume, recyclabilité, dangerosité) ;
- le stockage des déchets (rétention, compatibilité des produits) ;
- les méthodes et les enjeux du tri ;
- les différentes filières de traitement ou de valorisation des déchets.

Le contenu de cette formation sera soumis à la validation de l'acheteur ou de son représentant.

Chaque formation est rémunérée par application du prix défini dans la liste des prix, le nombre maximal d'agents de la DIR Ouest à former par session étant fixé à 15 personnes.

IV.4. Gestion de la co-activité

Afin de limiter les risques liés à la co-activité des personnes présentes sur le site d'intervention, un plan de prévention sera établi au préalable et si nécessaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant intervention.

V. Réalisation des prestations

Il est recommandé d'utiliser un parc de véhicules "propres" de façon à réduire les taux d'émission de gaz à effet de serre. De plus, une attention particulière est portée aux distances entre les sites provisoires de stockage et le(s) site(s) de traitement des déchets.

V.1. Signalisation de chantier (pour les lots n°1 à 3 : déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages)

La signalisation de chantier est assurée par le personnel exploitant de la DIR Ouest : neutralisation de voie, ouverture des accès, pose de signalisation temporaire après concertation avec l'entreprise.

Les matériels et engins de chantier de l'entreprise et de ses éventuels sous-traitants doivent être conformes à la réglementation en vigueur, en matière notamment de signalisation temporaire et plus particulièrement à l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière - Livre 1, huitième partie *Signalisation temporaire*.

Le personnel intervenant sur le chantier doit être doté d'un Équipement de Protection Individuelle (EPI) conforme et l'entreprise veille à l'information des ouvriers sur les règles de comportement, d'habillement, de circulation, de déplacement, de stationnement des véhicules, à adopter par toute personne exécutant un chantier sur le réseau de la DIR Ouest et à leur application stricte.

Les travaux peuvent être stoppés pour "nécessité de service". Les temps d'interruption de travail ne donnent pas lieu à rémunération du titulaire.

V.2. Propreté des voies publiques et des abords (pour les lots n°1 à 3 : déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages)

L'entreprise est tenue de prendre à ses frais toutes dispositions pour éviter qu'aux abords d'un site de stockage les chaussées ne soient souillées par des matériaux provenant de son intervention.

Aucun engin ne doit quitter le site pour circuler sur la voie publique tant que son état de propreté peut engendrer un risque de souillure des chaussées. Dans le cas où ces prescriptions ne sont pas observées, la DIR Ouest se substitue sans mise en demeure préalable à l'entreprise. Les frais ainsi engagés lui sont imputés.

VI. Les déchets amiantés

VI.1. Les matériaux amiantés

L'entreprise procède à l'évaluation du niveau d'empoussièrement et des risques de l'intervention, ce qui lui permet de définir les méthodes de travail à employer, les outils et les équipements de protection à utiliser.

L'entreprise doit fournir avant toute intervention :

- le certificat de qualification (QUALIBAT 1552, AFNOR Amiante ou GLOBAL) ;
- l'attestation de compétence à la prévention du risque amiante sous-section 4 (datant de moins de 3 mois) ;
- les certificats de compétences valides du personnel affecté sur le chantier.

La mission est conforme aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

- le décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- l'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages ;
- l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation de travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Le titulaire a en charge la rédaction d'un protocole d'intervention pour les déchets amiantés et les démarches administratives associées, conformément à l'article IV.1 du présent CCTP.

VI.2. Les équipements de protections individuelles

En complément des équipements de protection individuelle réglementaire, les personnes intervenant sur des déchets amiantés doivent être équipées :

- de vêtements de travail adaptés et à usage unique : combinaison de type 5, équipée de capuche, fermée au cou, chevilles et poignets ;
- de gants en caoutchouc ;
- de masques complets avec cartouche filtrante anti-poussières de classe 3 avec ventilation assistée.

La durée des ports des EPI et les temps de pause sont fixés par l'employeur après avis du médecin du travail.

Les protections individuelles sont soit dé-contaminables, soit jetables donc traitées comme des déchets amiantés. Une roulotte de décontamination amiante avec autonomie en eau et électricité doit être installée sur le chantier.

VI.3. Transport et traitement des déchets amiantés

Tout matériau à base d'amiante est à trier avec soin, à emballer dans des films ou des sacs en polyéthylène mis sur palettes et à évacuer vers une décharge agréée pour recevoir ce type de matériau conformément à la réglementation en vigueur.

Tous les consommables qui ont servi aux protections, bâchage, masques, ... sont à placer dans les sacs d'emballage et évacués dans les mêmes conditions que les autres matériaux ci-dessus.

L'entreprise chargée du transport doit être agréée au titre des transport de déchets et du transport de marchandises dangereuses (conformément à l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (dit " Accord *ADR* ")).

Les dispositions suivantes sont prises pour le transport :

- les matériaux faiblement agglomérés doivent être identifiés avec une ou plusieurs étiquettes de danger de classe 9 ainsi qu'avec l'étiquette amiante ;
- le chauffeur doit être formé au risque (titulaire du certificat ADR de base, valable 5 ans, en complément de son permis et de la formation FIMO / FCO) ;
- le chauffeur doit disposer des documents de transport des matières dangereuses et de la consigne générique de sécurité ;
- le véhicule, équipé selon l'ADR et d'au moins deux extincteurs, doit être fermé ou bâché et signalé par des panneaux orange vierges munis d'un système de verrouillage, à l'avant et à l'arrière de l'unité de transport ;
- les matériaux dégradés doivent être emballés en doubles sacs étanches scellés ;
- le conseiller à la sécurité doit être désigné dès lors que l'entreprise effectue les opérations d'emballages, de chargements, de déchargements et de transports.